LOI CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CHAPITRE L-6.1)

ARTICLE 3

POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE LOI, LE SECTEUR PUBLIC EST CONSTITUÉ DES ORGANISMES ET DES PERSONNES QUI SUIVENT:

1° TOUT ORGANISME PUBLIC ET TOUT ORGANISME DU GOUVERNEMENT, AU SENS DE LA LOI SUR LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (CHAPITRE V-5.01);

COMMISSION DES INSTITUTIONS
Déposé le : 5 décembre 2017
No. : CI-226
Secrétaire : C. Paquette

- AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
- ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC
- AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
- BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT
- BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES
- BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS
- BUREAU DU CORONER
- CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC ET TOUTE FILIALE
- CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES
- CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
- CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
- CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
- CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-NORD
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA GASPÉSIE
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-EST
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ÎLES
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES
- CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-LAURENT
- CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE

- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- Centre universitaire de santé McGill
- CHU de Québec – Université Laval
- Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale
- Comité consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
- Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants
- Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement
- Comité de biovigilance
- Comité de déontologie policière
- Comité de la rémunération des juges
- Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
- Comité d'examen (langue d'enseignement)
- Comité d'examen – COMEX (qualité de l'environnement de la Baie James)
- Comité d'examen des demandes dérogatoires (aide financière aux étudiants)
- Comité d'experts (antécédents judicaires) MEES
- Comité Entraide – secteurs public et parapublic
- Comité national d'éthique sur le vieillissement
- Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés culturelles
- Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise
- Comité sur le civisme
- Comité sur les affaires religieuses (MEES)
- Comités des maladies professionnelles pulmonaires (CNESST)
- Comités patronaux de négociation du secteur des affaires sociales et du secteur de l'éducation
- Commissaire à la déontologie policière
- Commissaire à la lutte contre la corruption
- Commissaire à la santé et au bien-être

- Commissaire à l'éthique et à la déontologie
- Commissaire au lobbyisme
- Commission consultative de l'enseignement privé
- Commission d'accès à l'information
- Commission d'appel pour les autochtones du Québec
- Commission de la capitale nationale du Québec
- Commission de la construction du Québec
- Commission de la fonction publique
- Commission de la qualité de l'environnement Kativik
- Commission de la représentation électorale
- Commission de l'éducation en langue anglaise
- Commission de l'éthique en science et en technologie
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Commission des partenaires du marché du travail et les conseils régionaux
- Commission des services juridiques
- Commission des transports du Québec
- Commission de toponymie
- Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
- Commission municipale du Québec
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Commission sur les soins de fin de vie
- Conseil consultatif de la lecture et du livre
- Conseil consultatif québécois en prévention de la criminalité
- Conseil Cris-Québec sur la foresterie
- Conseil de gestion de l'assurance parentale
- Conseil de gestion du Fonds vert
- Conseil de la justice administrative
- Conseil de la magistrature
- Conseil des arts et des lettres du Québec
- Conseil des pratiques correctionnelles du Québec
- Conseil d'experts sur les contributions d'assurance de la Société de l'assurance automobile du Québec
- Conseil du patrimoine culturel du Québec
- Conseil du statut de la femme
- Conseil du trésor et son secrétariat
- Conseil exécutif

- Conseil supérieur de la langue française
- Conseil supérieur de l'éducation
- Conseil sur les services policiers du Québec
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
- Corporation d'urgences-santé
- Curateur public du Québec, le comité de placement et le comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées
- Directeur de l'état civil
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- Directeur général des élections du Québec
- École nationale de police du Québec
- École nationale des pompiers du Québec
- Financement-Québec
- Financière agricole du Québec (la) et toute filiale
- Fondation de la faune du Québec
- Fondations universitaires (Loi sur les fondations universitaires)
- Fonds d'aide aux actions collectives
- Fonds de Recherche du Québec – Nature et technologies
- Fonds de Recherche du Québec – Santé
- Fonds de Recherche du Québec – Société et culture
- Fonds de soutien à la réinsertion sociale (un par établissement de détention)
- Forestier en chef
- Gouvernement du Québec
- Héma-Québec
- Hydro-Québec et toute filiale
- Institut de cardiologie de Montréal
- Institut de la statistique du Québec
- Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- Institut national de santé publique du Québec
- Institut national des mines
- Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
- Institut Philippe-Pinel de Montréal
- Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec – Université Laval
- Investissement Québec et toute filiale
- Lieutenant-gouverneur du Québec
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de la Famille

- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Ministère des Finances
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
- Ministère du Conseil exécutif et les secrétariats qui y sont rattachés
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère du Tourisme
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Musée d'art contemporain de Montréal
- Musée de la civilisation
- Musée national des beaux-arts du Québec
- Office de la protection du consommateur
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
- Office des personnes handicapées du Québec
- Office des professions du Québec
- Office franco-québécois pour la jeunesse
- Office Québec-Wallonie Bruxelles pour la jeunesse
- Office Québec-Amériques pour la jeunesse
- Office Québec-Monde pour la jeunesse
- Office québécois de la langue française
- Protecteur du citoyen
- Régie de l'assurance maladie du Québec et les comités de révision
- Régie de l'énergie
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Régie des installations olympiques
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Régie du bâtiment du Québec
- Régie du logement

- Registraire des entreprises
- Retraite Québec
- Scientifique en chef
- Société de développement de la Baie-James
- Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)
- Société de financement des infrastructures locales du Québec
- Société de la Place des arts de Montréal
- Société de l'assurance automobile du Québec
- Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec) et le comité de reconnaissance du caractère éducatif de la programmation
- Société des alcools du Québec et toute filiale
- Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq)
- Société des loteries du Québec (Loto-Québec) et toute filiale
- Société des traversiers du Québec
- Société d'habitation du Québec
- Société du Centre des congrès de Québec
- Société du Grand Théâtre de Québec
- Société du Palais des congrès de Montréal
- Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
- Société du Plan Nord
- Société Innovatech du Grand Montréal
- Société Innovatech du sud du Québec
- Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
- Société Innovatech Régions ressources
- Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC)
- Société québécoise des infrastructures
- Société québécoise d'information juridique
- Sûreté du Québec
- Transition énergétique Québec
- Tribunal administratif des marchés financiers
- Tribunal administratif du Québec
- Tribunal administratif du travail
- Tribunal des droits de la personne
- Tribunal des professions
- Vérificateur général du Québec

2° l'Université du Québec, ses universités constituantes, ses instituts de recherche et ses écoles supérieures, au sens de la Loi sur l'Université du Québec (chapitre U-1);

3° TOUT ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT DE NIVEAU UNIVERSITAIRE VISÉ AUX PARAGRAPHES 1° À 11° DE L'ARTICLE 1 DE LA LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DE NIVEAU UNIVERSITAIRE (CHAPITRE E-14.1) ET QUI N'EST PAS VISÉ AU PARAGRAPHE 2°;

4° TOUT COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL INSTITUÉ EN VERTU DE LA LOI SUR LES COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL (CHAPITRE C-29);

5° TOUTE COMMISSION SCOLAIRE VISÉE PAR LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE (CHAPITRE I-13.3) OU PAR LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE POUR LES AUTOCHTONES CRIS, INUIT ET NASKAPIS (CHAPITRE I-14), AINSI QUE LE COMITÉ DE GESTION DE LA TAXE SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL;

6° TOUT ÉTABLISSEMENT PRIVÉ AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (CHAPITRE E-9.1);

7° TOUT AUTRE ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT DONT PLUS DE LA MOITIÉ DES DÉPENSES SONT PRÉVUES AUX CRÉDITS QUI APPARAISSENT DANS LE BUDGET DE DÉPENSES DÉPOSÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE SOUS UN TITRE AUTRE QU'UN CRÉDIT DE TRANSFERT;

8° TOUT CENTRE DE LA PETITE ENFANCE, TOUTE GARDERIE BÉNÉFICIANT DE PLACES DONT LES SERVICES DE GARDE SONT SUBVENTIONNÉS AINSI QUE TOUT BUREAU COORDONNATEUR DE LA GARDE EN MILIEU FAMILIAL VISÉS PAR LA LOI SUR LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (CHAPITRE S-4.1.1);

9° TOUT ÉTABLISSEMENT PUBLIC OU PRIVÉ CONVENTIONNÉ VISÉ PAR LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX (CHAPITRE S-4.2);

10° LE CONSEIL RÉGIONAL INSTITUÉ PAR LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX POUR LES AUTOCHTONES CRIS (CHAPITRE S-5);

11° TOUTE MUNICIPALITÉ AINSI QUE TOUT ORGANISME VISÉ AUX ARTICLES 18 OU 19 DE LA LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX (CHAPITRE R-9.3);

12° L'ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES ET TOUT ORGANISME DÉLÉGATAIRE VISÉ À L'ARTICLE 126.4 DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES (CHAPITRE C-47.1);

13° TOUT ORGANISME VISÉ AU PARAGRAPHE 4° DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME (CHAPITRE T-11.011).

2011, C. 17, A. 3; 2013, C. 16, A. 112; 2015, C. 8, A. 233.